

RÉGIME D'APPUI POUR L'INNOVATION DUALE – RAPID

CAHIER DES CHARGES



RAPID est un dispositif de subvention de projets d'innovation duale portés par une entreprise indépendante ou liée d'effectif consolidé de moins de 2000 salariés, seule ou en consortium. En s'inscrivant dans la stratégie globale de l'entreprise, un projet RAPID doit ainsi permettre de soutenir l'innovation duale des PME et ETI ainsi que d'améliorer la compétitivité de ces entreprises sur les marchés civil et défense.

Le dispositif RAPID est mis en œuvre conjointement par l'Agence de l'Innovation de Défense (AID) et la Direction Générale des Entreprises (DGE).

1. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Les sociétés candidates sont invitées à constituer un **dossier de candidature** (cf. paragraphe 4.1 pour la composition du dossier). Ce dossier, synthèse des différents éléments constitutifs du projet de R&D, permettra de vérifier l'éligibilité du projet et d'entamer son instruction technique. Le dépôt des dossiers se fait au fil de l'eau tout au long de l'année auprès de l'AID (cf. contacts au paragraphe 5).

Ce dossier de candidature fait l'objet d'une **instruction technique** durant 3 à 5 semaines. Il est ensuite soumis à un **comité de sélection** qui statue sur sa qualité technique et son intérêt défense sur la base des critères de sélection précisés au paragraphe 2. La décision du comité de sélection est systématiquement communiquée au porteur du projet.

Un projet sélectionné fait ensuite l'objet d'un **contrôle administratif et financier** opéré par la DGE. Lors de cette phase, il est demandé au porteur de compléter son dossier de candidature initial pour constituer un **dossier complet de demande d'aide**.

En cas d'issue favorable de la phase de contrôle, la DGE prononce une **décision d'attribution de l'aide** dont elle informe le porteur du projet. Les travaux peuvent alors débuter, en parallèle de l'établissement formel de la **convention d'aide**.

Enfin, pendant la phase de réalisation des travaux, le **suiti du projet** est réalisé par la Direction Générale de l'Armement (DGA) ou par l'Agence de l'Innovation de Défense pour la partie technique et par la DGE pour la partie administrative et financière.

2. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION DES PROJETS

Pour être éligible au dispositif RAPID, un projet doit :

- a) **avoir un fort caractère d'innovation technologique** fondé d'une part sur la levée de verrous technologiques significatifs, et d'autre part sur le dépassement de l'état de l'art mondial. Le niveau de maturité des travaux doit relever de la recherche industrielle ou du développement expérimental (TRL 3¹ à 6) ;
- b) être **porté par une PME² ou une entreprise intermédiaire indépendante ou liée d'effectif consolidé de moins de 2000 salariés**. Le projet peut être collaboratif, le consortium comportant **au maximum trois entités**. En cas de collaboration, le porteur doit réaliser la majorité des travaux de R&D en termes de personnels mobilisés et l'ensemble des partenaires PME ou ETI de moins de 2000 salariés doivent être majoritaires dans le montant de l'aide affectée au projet ;
- c) présenter des **applications intéressant la défense et adressant des marchés civils** sur lesquels l'entreprise porteuse est susceptible de se développer ;

¹ Technology Readiness Level : Echelle d'évaluation du degré de maturité d'une technologie depuis les recherches les plus amont (TRL 1) jusqu'à l'utilisation opérationnelle d'un système (TRL 9). Cf. http://fr.wikipedia.org/wiki/Technology_Readiness_Level.

² définie comme très petite, petite ou moyenne entreprise (PME) par la recommandation de la Commission no 2003/361/CE du 6 .mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

- d) proposer une **assiette éligible de travaux** qui ne fait pas l'objet d'un autre financement par l'Etat, les collectivités territoriales ou par les agences de l'État.

Si un dossier de candidature devait ne pas satisfaire les critères d'éligibilité ci-dessus, le porteur en serait prévenu par téléphone ou par courrier dans les plus brefs délais après le dépôt officiel du dossier.

Lors de la phase d'instruction technique, les projets seront sélectionnés sur la base des critères suivants :

- e) **qualité de l'innovation** fondée d'une part sur la levée de verrous technologiques significatifs, et d'autre part sur le dépassement de l'état de l'art mondial ;
- f) **adéquation avec les orientations de l'innovation de défense** du ministère des Armées :

Les axes d'effort sont décrits dans le Document d'Orientation de l'Innovation de Défense (DOID) de l'AID disponible en page d'accueil du site de l'Agence :

<https://www.defense.gouv.fr/aid>

Les orientations de l'innovation ouverte sont déclinées suivant des thématiques d'intérêt majeur qui peuvent notamment venir en réponse à des irritants recensés dans les armées, directions et services (ADS) du ministère ou provenir d'opportunités à saisir.

- **ENERGIE:**
 - Stockage haute densité ;
 - Production (nouveaux types dont renouvelables, nouveaux processus) ;
 - Autonomie des combattants, plateformes, infrastructures ;
- **MENACES HYBRIDES / DUALES » :**
 - Lutte anti-drones ;
 - Augmentation des capacités de détection (plus loin, plus petit) ;
 - Géolocalisation sans GPS ;
 - Simulation de menaces futures / test de concepts ;
 - Furtivité (visible, IR, EM, acoustique, etc.) et contre-furtivité ;
- **IA - ROBOTIQUE :**
 - Aide à la décision (opérationnelle, logistique, etc.) et analyse prédictive ;
 - Robots terrestres et systèmes autonomes, sous-marins, de surface ;
 - Drones (gestion essaim, capteurs, autonomie, etc.) ;
 - Coopération robots/drones/plateformes habitées ;
 - Traitement automatique de la parole (dont traduction automatique) ;
 - Analyse et traitement de données (image, son, spectre, etc.) pour assurer des fonctions de reconnaissance automatique ;
 - Interface homme-machine ;
- **COMMANDEMENT:**
 - Planification sous contrainte ;
 - Aide à l'anticipation, identification de signaux faibles ;
 - Cloud de combat tactique terrestre / cloud de la mer / cloud du combat aérien ;
 - Exploitation/fusion d'une masse de données ou signaux faibles ;
 - Fusion de données / fusion de capteurs ;
 - Gestion intelligente des flux réseaux ;
 - Mise en œuvre et sécurisation des dispositifs de connectivité mobile ultra-haut débit (5G) ;
- **THEMATIQUE « SOUTIEN » :**
 - Fabrication additive ;
 - Maintenance prédictive ;
 - Automatisation des inspections (aéronefs et moteurs) ;
 - Tractage automatique pour hangarage ;

- Bâtiment intelligent ;
- SOUTIEN DE L'HOMME
 - Objets connectés (suivi logistique, maintenance prédictive ...)
 - Habillement (fibres connectées, tissus techniques, furtivité, techniques de scanner corporel 3D, recyclage)
 - Economie des ressources, traitement et recyclage des eaux usées
 - Big data (exploitation données du soutien)
- L'HUMAIN :
 - Télé médecine ou chirurgie ;
 - Charge cognitive du combattant ;
 - Médecine connectée (recueil infos, traitement avec IA/big data) ;
 - Automatisation de tâches répétitives ;
 - Aménagement des environnements de travail ;
 - Soldat augmenté (dont exosquelettes) ;
 - Protection du combattant ;
- RH – FORMATION – ENTRAÎNEMENT :
 - Simulation en réalité virtuelle ou réalité augmentée (formation combattants, maintenanciers, personnel médical, etc.) ;
 - Agent augmenté ;
 - Simulation distribuée (connexion des outils de simulation) ;
Refonte des outils et méthodes de formation, nouveaux modèles d'apprentissage continu ;
 - Méthode de recrutement innovante ;
 - Capitalisation des données opérationnelles ;
- RELATIONS AVEC L'USAGER
 - Gestion de la relation usager (dématérialisation de la fonction guichet)
 - Plates-formes d'offres des services digitaux et personnalisés
 - Système d'automatisation de tâches répétitives et chronophages
 - Agents conversationnels
 - Apport d'expertise à distance par appel à la réalité augmentée ;

Ces thématiques ne sont bien entendu pas exhaustives ni limitatives et ont vocation à évoluer régulièrement en fonction de l'identification de nouveaux irritants ou de la perception d'évolutions technologiques, d'usage, de produits ou services présentant des opportunités à saisir.

- g) **valorisation du projet** : caractère stratégique du projet pour les partenaires, perspectives d'applications civiles et militaires, marchés visés, crédibilité du positionnement ou de l'évolution des acteurs dans ces marchés, perspectives de brevet et de diffusion des résultats ;
- h) **incitativité de l'aide** : démarrage ou accélération significative de travaux qui n'auraient pas pu être réalisés sans l'intervention publique ;
- i) **perspectives de retombées économiques pour le territoire national**, en termes d'emploi (accroissement, maintien de compétences), d'investissement (renforcement de sites industriels), de structuration d'une filière ou d'anticipation de mutations industrielles ;
- j) **pertinence et qualité du partenariat** en cas de collaboration. Les partenaires devront s'engager à nouer un accord préservant les droits de propriété intellectuelle des PME sur les résultats des travaux, et ce avant le versement du premier acompte ;
- k) **cohérence globale du projet**, grâce à des objectifs visés précis, mesurables et vérifiables, à une cohérence du calendrier et à une adéquation du budget avec les objectifs ;
- l) **retombées économiques issues de la valorisation de précédents projets RAPID**. En cas de candidature d'une entreprise ayant déjà bénéficié d'une subvention RAPID, le comité de sélection portera une attention particulière aux retombées économiques et aux efforts d'industrialisation et de commercialisation consentis

par l'entreprise dans le cadre du/des projet(s) précédent(s). L'entreprise fournira à l'AID une synthèse socio-économique traçant entre autres les évolutions depuis l'obtention de RAPID (marchés, chiffres d'affaires, évolution des effectifs...).

3. ASPECTS FINANCIERS

Les aides par voie de subvention du dispositif RAPID s'inscrivent dans l'encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2014/C 198/01). Elles ne sont pas soumises au régime de minimis.

3.1 Intensité de l'aide aux entreprises

Le taux d'aide accordée aux entreprises porteur et/ou partenaire(s) d'un projet RAPID s'établit en fonction :

- du niveau de maturité des travaux : projet majoritairement de recherche industrielle (TRL 3-5) ou de développement expérimental (TRL 6) ;
- de la taille de l'entreprise bénéficiaire ;
- du caractère collaboratif du projet.

Dans tous les cas, le taux d'aide est **plafonné à 80%** en vertu de l'encadrement communautaire des aides à la R&D&I.

Le tableau suivant récapitule les plafonds d'intensité d'aide pour les entreprises :

Nature du projet	Projet collaboratif	Petite entreprise effectif < 50 personnes	Entreprise moyenne effectif < 250 personnes	Entreprise de taille intermédiaire effectif < 2000 personnes	Grande entreprise effectif ≥ 2000 personnes
Recherche industrielle TRL 3-5	Non	70%	60%	50%	50%
	Oui	80% (*)	75%	55%	50%
Développement Expérimental TRL 6	Non	45%	35%	25%	25%
	Oui	60%	50%	30%	25%

(*) Majorations cumulables jusqu'à une limite de 80% d'intensité d'aide

La collaboration est effective entre au moins deux entreprises indépendantes l'une de l'autre si aucune entreprise ne supporte seule plus de 70% des coûts admissibles du projet.

La collaboration est effective entre une entreprise et un laboratoire public dès lors que le laboratoire public supporte au moins 10% des coûts admissibles du projet et qu'il a le droit de publier les résultats du projet issus de recherches qu'il a lui-même effectuées.

Dans tous les cas, la sous-traitance et l'expertise externalisée ne sont pas considérées comme une coopération effective.

3.2 Intensité de l'aide aux établissements de recherche et laboratoires publics

- Pour les **établissements de recherche**³ quel que soit leur statut (EPIC, GIP ou associations...), le taux de subvention est de 40% de leurs coûts complets ;
- Pour les **laboratoires publics**, le taux d'aide est de 100% de leurs coûts marginaux.

3.3 Dépenses éligibles

Sont notamment éligibles à la subvention RAPID :

- les dépenses de personnels affectés au projet, et appartenant aux catégories suivantes : chercheurs, ingénieurs et techniciens. Sont exclues les dépenses liées aux fonctions de management et de soutien du projet (achat, gestion, qualité, juridique, commerciale...). Pour les laboratoires publics, les salaires et charges des personnels statutaires ne peuvent naturellement pas être retenues dans les dépenses éligibles ;
- les amortissements d'équipements et de matériels de recherche ;
- les coûts de sous-traitance et d'expertise externalisée. Le cumul des dépenses de sous-traitances et de l'expertise externalisée de chacun des partenaires ne doit pas être supérieur à leurs propres dépenses de personnels ;
- les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des consommables, matériaux, fournitures et produits similaires, les frais de mission, les dépôts de brevets, supportés directement du fait de l'activité de recherche.

4. CONSTITUTION DES DOSSIERS

4.1 Dossier de candidature

Le porteur est invité à constituer un **dossier de candidature** composé de minimum les pièces suivantes :

- **un document de description du projet** (de 20 à 30 pages), suivant le plan type défini sur la base des critères de sélection et précisant le contenu détaillé des travaux envisagés, et devant être envoyé sous **format Word ou PDF**.

Ce fichier sera nommé de la manière suivante : « NomduPROJET-Document de description du projet ».

- **la dernière liasse fiscale complète** ou les derniers bilan et comptes de résultats **pour chaque partenaire** (porteur du projet + le(s) partenaire(s) éventuel(s) PME ou ETI) au **format PDF ou équivalent**. Pour les partenaires récemment créés, une situation intermédiaire du bilan et des comptes de résultats. Chaque fichier sera nommé de la manière suivante : NOMSOCIETE-Liasse Fiscale 201X(X=n-1) ou NOMSOCIETE-Bilan Fiscal 201X(X=n-1).
- **un unique fichier Excel, en version xlsx**, devant comporter impérativement :
 - une **fiche Synthèse du projet** précisant l'objet, les thématiques de recherche abordées et la dualité potentielle, un bref descriptif du projet, l'identification des partenaires éventuels ;
 - une **fiche Présentation pour chaque partenaire** : 1 fiche pour le porteur du projet + s'il y a des partenaires : 1 fiche pour chaque partenaire, fournissant les informations générales sur chaque entité ;
 - une **fiche Financière pour chaque partenaire (FCE)** : 1 fiche pour le porteur du projet + s'il y a des partenaires : 1 fiche pour chaque partenaire, détaillant les coûts prévisionnels supportés (en temps passé par catégorie de personnel, amortissements d'équipements et matériels de recherche, sous-traitances, etc.).

Deux notes de conseils en ligne sur le site guident les partenaires du projet pour renseigner les fiches financières, car les éléments attendus sont différents en fonction de la nature du partenaire : modèle « Financière_entreprise » pour les entreprises et les établissements de recherche, et modèle « Financière_autre » pour les laboratoires publics.

Ces fiches doivent être renseignées avec soin et complètement. La structure et les rubriques de ces feuilles ne doivent en aucun cas être supprimées ou modifiées, car elles font l'objet d'un traitement informatique à l'enregistrement des dossiers.

Ce fichier Excel :

³ Etablissements relevant de la sphère publique ou majoritairement financés par fonds publics **et** remplissant une mission d'intérêt général en consacrant une part prépondérante de leur activité à la R&D

- doit être nommé de la manière suivante : « NomduPROJET-Fiche_projet_partenaire_finance.xlsx » ;
- regroupe sur divers onglets : la **fiche Synthèse projet**, et pour chaque entité (porteur ou partenaire) : la **fiche Présentation entité**, et sa **fiche Financière entreprise** ou sa **fiche Financière autres** (si l'entité est un organisme du type Laboratoire ou Université) ;
- la structure des onglets du modèle est donc le suivant :
 - onglet 1 : Synthèse_projet
 - onglet 2 : Présentation_entreprise1
 - onglet 3 : Financière_entreprise1
 - onglet 4 : Présentation_entreprise1
 - onglet 5 : Financière_entreprise2
 - onglet 6 : Présentation_entreprise3
 - onglet 7 : Financière_entreprise3
 - onglet 8 : Financière_autre
- ne doit au final comporter qu'un maximum de 7 onglets : s'il n'y a pas de Laboratoire ou d'Université, la fiche « Financière_autre » doit être supprimée ; sinon elle doit remplacer la(les) fiche(s) « Financière_entreprise » de(des) entité(s) concernée(s).

Exemple 1 : si le projet est porté par une seule entreprise porteuse, il y aura 3 onglets dont 1 fiche financière modèle « Financière_entreprise » et il faudra supprimer les autres onglets inutiles :

- onglet 1 : Synthèse projet
- onglet 2 : Présentation partenaire
- onglet 3 : FichéfinancièreFCEentreprise

Exemple 2 : si le projet comporte 3 entités de type PME ou ETI, il y aura 7 onglets dont 3 fiches financières modèle « Financière_entreprise », et il faudra supprimer la fiche financière modèle « Financière_autre » :

- onglet 1 : Synthèse projet
- onglet 2 : Présentation partenaire
- onglet 3 : FichéfinancièreFCEentreprise
- onglet 4 : Présentation partenaire1
- onglet 5 : FichéfinancièreFCEentreprise1
- onglet 6 : Présentation partenaire2
- onglet 7 : FichéfinancièreFCEentreprise2

Exemple 3 : Si le projet est porté par une entreprise et un partenaire de type laboratoire, il y aura 5 onglets dont 1 fiche financière modèle « Financière_entreprise » et 1 fiche financière modèle « Financière_autres » et il faudra supprimer les autres onglets inutiles.

- onglet 1 : Synthèse projet
- onglet 2 : Présentation partenaire
- onglet 3 : FichéfinancièreFCEentreprise
- onglet 4 : Présentation partenaire1
- onglet 5 : Fiche financière autre

Les éléments suivants doivent également être joints au dossier de candidature :

- **un organigramme du porteur et des éventuels partenaires** (PME ou ETI) mentionnant les pourcentages d'actionariat et les effectifs consolidés **si appartenance à un groupe**;
- les éventuelles lettres d'intérêt de la part de prospects.

Le dépôt du dossier de candidature se fera par l'envoi d'une clé USB contenant toutes les pièces du dossier et sur laquelle seront mentionnées les informations suivantes :

- RAPID nom du projet avec le numéro de la version s'il y a lieu ;
- Le nom du porteur.

La clé USB devra être envoyée avec une lettre d'accompagnement sous **pli recommandé avec accusé de réception** à l'adresse ci-dessous, le cachet de la poste faisant foi de la date de dépôt :

Régime d'Appui pour l'Innovation Duale – RAPID
Agence de l'innovation de défense
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623 – 75509 Paris Cedex 15

Cet envoi postal sera doublé d'un envoi par courrier électronique à l'adresse suivante : dispositif.rapid@intradef.gouv.fr

L'objet du mail sera RAPID-NOMSOCIETE-projet XXX- dépôt de candidature officiel.

Le texte du corps de mail devra être explicite concernant la nature de la demande et les pièces jointes devront être clairement nommés selon les consignes ci-dessus.

Il ne sera toutefois pas renvoyé d'accusé de réception par courrier électronique.

Important :

- **Les dossiers de candidature incomplets ou ne répondant pas aux préconisations ci-dessus ne seront pas analysés.** Pour qu'un dossier de candidature puisse être enregistré, il doit être constitué en s'en tenant strictement aux consignes du cahier des charges et aux derniers modèles fournis sur le site :

www.defense.gouv.fr/aid/deposer-vos-projets/subventions/rapid

- Le mail regroupant les différentes pièces ne dépassera pas 3 Mo. Il ne devra pas être compressé (pas de format zip, ni rar). Il est conseillé de limiter l'insertion de logos, photos, graphiques, schémas... dans les documents afin de respecter la taille maximale de 3Mo. Il devra comporter moins de 10 pièces jointes.

4.1 Dossier complet de demande d'aide si le projet est sélectionné

En cas de sélection par le comité, le porteur sera invité par courrier électronique à déposer dans les meilleurs délais un dossier complet de demande d'aide. La liste complète des pièces constituant ce dossier sera communiquée dans un courrier électronique.

5. CONTACTS ET INFORMATIONS

À chaque étape du montage et de l'instruction, vous pouvez adresser vos questions à l'équipe du dispositif RAPID :

- Par messagerie : dispositif.rapid@intradef.gouv.fr
- Par téléphone :
 - Pour toute question relative au projet et à son éligibilité au dispositif RAPID :
 - 09 88 67 26 74
 - Pour toute question de nature administrative concernant le dispositif RAPID :
 - 09 88 67 26 75
 - Pour toute question générale concernant le dispositif RAPID :
 - 09 88 67 35 30